

La Maison de l'Emploi et de la Formation des Pays Voironnais et Sud Grésivaudan - MDE PV&SG - dispense des prestations de formation, d'accompagnement VAE et de bilan professionnel. Toute commande de prestation par le CLIENT est soumise aux présentes conditions générales de vente et la signature d'un des documents contractuels prévus à l'article 1er emporte de plein droit leur acceptation par le Client.

Article 1er - L'achat de prestations

L'achat de prestations prend l'une des formes suivantes :

- un bon de commande émis par le client reprenant les mentions exactes d'un devis préalable de la MDE PV&SG,
- une convention ou un contrat de formation professionnelle,
- un contrat de prestation de service,

La conclusion d'une convention de formation professionnelle est obligatoire pour l'organisation des prestations ci-dessous :

- bilan professionnel
- actions de validation des acquis de l'expérience
- actions de formation professionnelle
- contrats de professionnalisation

Article 2 - L'acte contractuel

2.1. Mentions

L'acte contractuel mentionne, outre les mentions obligatoires : le nom et le prénom ou la raison sociale du client, son n° SIRET, sa domiciliation, le nom de son représentant dûment habilité, ainsi que tout renseignement d'ordre pratique (téléphone, mél, télécopie). Pour permettre, le cas échéant, l'imputation des sommes versées à la MDE PV&SG sur la participation du client au développement de la formation professionnelle continue, le document contractuel comporte les mentions prévues à l'article R. 6353-1 du Code du travail. Si, au moment de la passation de commande, le.s nom.s du.es participant.s ne sont pas connus. par le client, celui-ci peut les communiquer à la MDE PV&SG au plus tard 5 jours ouvrés avant le démarrage des actions. A défaut, la responsabilité de la MDE PV&SG ne saurait être engagée à quelque titre que ce soit.

2.2. Conclusion et modification

L'acte contractuel est définitivement formé dès sa signature par les parties concernées. Chacune reçoit un exemplaire du document original. Au cours de l'exécution des prestations, les modifications négociées entre les parties donnent lieu à la signature d'un avenant au document contractuel.

Article 3 - Sanction

Un certification de réalisation de formation est établie par la MDE PV&SG à l'intention du bénéficiaire.

Article 4 - Prix

Les prix des prestations de la MDE PV&SG font référence aux stipulations contractuelles. Sauf dispositions particulières, ils incluent les frais pédagogiques, l'utilisation des salles et/ou ateliers de formation ainsi que celle du matériel pédagogique. Les prestations de formation

bénéficient de l'exonération de TVA prévue à l'article 261-4-4°a du code général des impôts, les prix sont indiqués TTS sur les devis, contrats et conventions.

Article 5 - Facturation

Les prestations de formation d'une durée de moins de 6 jours sont facturées à la signature de l'acte contractuel, excepté pour les cas de prise en charge par un OPCO assortie d'une subrogation de paiement au profit de la MDE PV&SG. Les actions de formation ou prestations inférieures à 6 mois sont facturées à l'issue. Les actions supérieures à 6 mois = 50 % à mi-parcours et 50% à la fin de la prestation. Facturation intermédiaire mensuelle possible. Les dérogations aux règles ci-dessus figurent dans des conditions particulières possibles. Tout versement d'avance donne lieu à l'émission d'une note d'avance.

Article 6 - Paiement

6.1. Avances

Les avances négociées avec le client sont exigibles à la signature de l'acte contractuel.

6.2. Délais de paiement

Sauf dispositions contractuelles particulières, le client s'acquitte du prix des prestations dans un délai maximal de 30 jours, date d'émission de facture.

6.3. Modalités de règlement

Les prestations de la MDE PV&SG sont réglées par virement bancaire ou, le cas échéant, conformément aux conditions négociées avec le Client.

6.4. Pénalités de retard

La date de règlement figurant sur la facture constitue le point de départ pour le calcul des pénalités de retard. Le taux des pénalités de retard est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de financement la plus récente.

La facturation des pénalités de retard peut intervenir à tout moment, sans rappel préalable de la part de la MDE PV&SG, conformément à l'article L. 441-6 du Code de commerce. A ces pénalités de retard s'ajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé par décret. Si les frais de recouvrement exposés sont supérieurs à l'indemnité forfaitaire, une indemnisation complémentaire à hauteur des dépenses justifiées est demandée par la MDE PV&SG.

6.5. Paiement anticipé

Les paiements anticipés n'ouvrent pas droit à escompte.

6.6. Paiement subrogé

Lieu d'accueil :
L'ATRIUM - 86 Bd Denfert Rochereau
38500 Voiron

Siège social :
40 Rue Mainssieux - CS 80363
38516 Voiron Cedex

☎ 04 76 93 17 18

maison.emploi@paysvoironnais.com
www.emploi-pvsg.org

Activité n°82380420038
ne vaut pas agrément de l'Etat

SIRET
130 001 308 000 19
APE 8413Z



Si le Client souhaite que le règlement soit effectué par un organisme collecteur agréé ou un autre organisme financeur, il doit dans tous les cas :

- fournir à la MDE PV&SG les justificatifs de la prise en charge financière accordée
- répondre, en tant que de besoin, aux demandes du financeur. Dans le cas où l'intervention du financeur demeure partielle, le reliquat du coût des prestations est facturé au client. Les modalités de prise en charge sont précisées dans les conditions particulières et le client s'assure personnellement du paiement de la MDE PV&SG par le financeur ou, à défaut, supporte la charge de ce paiement.

Article 7 - Justification des prestations

La MDE PV&SG peut fournir, sur demande, tout document ou pièce de nature à justifier la réalité et la validité des dépenses engagées conformément à l'article L. 6361-1 et s. du Code du travail. A défaut, et pour toute absence de réalisation totale ou partielle, elle rembourse les sommes indûment perçues, en application des dispositions de l'article L. 6354-1 du même code.

Article 8 - Résiliation

Le défaut de paiement total ou partiel d'une seule échéance contractuellement prévue ouvre le droit à la MDE PV&SG de résilier de plein droit la convention ou le contrat passé avec le client, après l'envoi d'une mise en demeure restée sans effet dans un délai de quinze (15) jours. Toutes les factures sont dues par le client au prorata des prestations fournies augmentées, le cas échéant, des pénalités de retard prévues à l'article 6.3. De plus, le client doit à la MDE PV&SG une indemnité égale à 50% du prix des prestations restant à réaliser au titre du/des préjudices subi(s) par elle du fait de la résiliation.

En cas de manquement aux obligations souscrites, la partie créancière de l'obligation inexécutée doit mettre en demeure la partie défaillante de remédier à la situation. La mise en demeure restée sans effet ouvre le droit à la partie demanderesse de résilier la convention ou le contrat en cause. La résiliation sera considérée comme effective à l'issue d'un délai de quinze (15) jours. Les demandes de résiliation à l'initiative de la MDE PV&SG pour tout autre motif sont adressées au client par lettre recommandée avec avis de réception et sont considérées comme effectives à l'expiration d'un délai d'un (1) mois et n'ouvrent droit à aucune indemnité de la part de la MDE PV&SG. Toute résiliation entraîne l'exigibilité immédiate des factures émises par la MDE PV&SG.

Article 9 - Annulation, Report ou Abandon - Débit formation

Toute demande d'annulation de prestation à l'initiative du client doit être notifiée à la MDE PV&SG par écrit (lettre, courriel, télécopie). En cas d'annulation par le client, sans motif ou pour des motifs qui lui sont propres, moins de quinze (15) jours francs avant le commencement des prestations, la MDE PV&SG facturera des droits d'annulation représentant 20 % du prix des prestations annulées. En cas d'annulation tardive par le client moins de sept (7) jours francs avant le début des prestations ou de non-présentation du participant aux jours et heures fixés par la MDE PV&SG, les droits d'annulation représenteront 50 % du prix des prestations annulées. Pour le cas où les prestations sont annulées par la MDE PV&SG, le client est informé par écrit et a le choix entre le remboursement des sommes versées ou le report de la prestation à une date ultérieure sans pouvoir prétendre à toute autre indemnisation de ce chef. La MDE PV&SG se réserve la faculté de reporter ses prestations. Le client est dans ce cas informé par écrit dans les meilleurs délais. Il ne peut prétendre à aucune indemnisation de ce chef. En cas d'abandon définitif de sa formation par le stagiaire, les périodes de formation effectivement suivies sont facturées par la MDE

PV&SG. De plus, tout départ anticipé du stagiaire ouvre le droit au versement d'une indemnité égale à 50 % du prix des prestations non réalisées. Cette indemnité est due au titre du dédommagement de la MDE PV&SG et donnent lieu à l'émission d'une facture séparée.

Article 10 - Force majeure

Lorsque, par suite de cas de force majeure répondant aux caractéristiques définies par la jurisprudence en cours, la MDE PV&SG est dans l'impossibilité de poursuivre la prestation, le contrat ou la convention conclue avec le client est résilié de plein droit sans que ce dernier puisse prétendre à une quelconque indemnité. Le client est toutefois tenu au paiement prorata temporis des prestations réalisées par la MDE PV&SG.

Article 11 - Dispositions relatives aux achats de prestations par un Client non professionnel

Est considérée comme client non professionnel toute personne physique qui achète à titre individuel et à ses frais une ou des prestations à la MDE PV&SG. Dans ce cas, un contrat de formation professionnelle conforme aux prescriptions de l'article L. 6353-4 du Code du travail est obligatoirement conclu. A compter de la signature de ce contrat, le client non professionnel dispose d'un délai de rétractation de 10 jours calendaires. L'exercice du droit de rétractation se fait par lettre recommandée avec avis de réception, le cachet de la poste faisant foi. Le prix de la prestation est fixé par le contrat. La MDE PV&SG peut exiger le paiement d'une avance pouvant aller jusqu'à 30 % de ce prix. Toutefois, celle-ci ne sera due qu'après l'expiration du délai de 10 jours en application de l'article L. 6353-6 du Code du travail. Le solde du prix est facturé selon un échéancier fixé par le contrat de formation professionnelle. Le délai de règlement maximal est de 30 jours, date d'émission de facture. Tout défaut de paiement rend immédiatement exigibles les sommes dues à la MDE PV&SG. Outre ces sommes, le client non professionnel est redevable d'une indemnité correspondant à 20 % du solde impayé. Cette indemnité est due à compter de la mise en demeure adressée par la MDE PV&SG par lettre recommandée avec avis de réception. Par ailleurs, l'absence de règlement total ou partiel ou tout incident de paiement, ouvre le droit à la MDE PV&SG de suspendre ou de résilier le contrat dans les conditions mentionnées à l'article 8.

Article 12 - Responsabilité de la Maison de l'Emploi des Pays Voironnais et Sud Grésivaudan

L'obligation souscrite par la MDE PV&SG dans le cadre des prestations qu'elle délivre est une obligation de moyens et ne peut en aucun cas être interprétée comme une obligation de résultat.

Article 13 - Propriété intellectuelle

En application de la législation relative à la propriété intellectuelle (protection en matière de droit d'auteur, marque déposée), les logiciels, supports, brochures, documentaires, outils, cours et tout document en général mis à la disposition du client et de son personnel sont propriété de la MDE PV&SG ou de ses donneurs de licence. En conséquence, l'exploitation, la reproduction, l'adaptation, la traduction, la commercialisation et la représentation par tout procédé de communication de tout ou partie de ceux-ci sont interdites tant pour le client que pour ses salariés sous peine de poursuites judiciaires.

Article 14 - Litiges

Pour tout différend relatif à l'exécution de la convention ou du contrat, le règlement à l'amiable sera privilégié. En cas de désaccord persistant, les tribunaux de l'ordre judiciaire sont compétents pour traiter du litige.